

MYANMAR.

Une prisonnière d'opinion âgée de trois ans a été remise en liberté

Index AI : ASA 16/21/99

Amnesty International s'est félicitée ce jour (29 juillet 1999) de la remise en liberté de Thaint Wunna Khin, trois ans, plus jeune prisonnière d'opinion au monde. Elle déplore toutefois le maintien en détention de Ma Khin Khin Leh, mère de cette enfant, ainsi que de 17 autres prisonniers d'opinion.

L'Organisation déclare : « Il est encourageant de constater que les autorités birmanes ont réalisé que l'emprisonnement d'une enfant de trois ans était dénué de sens et cruel.

« Nous espérons qu'elles parviendront à la même conclusion à propos de la mère de cette enfant et des 17 autres personnes toujours incarcérées et qu'elles les remettront en liberté immédiatement et sans condition. »

Sept des 18 prisonniers sont des proches de Thaint Wunna Khin.

Amnesty International dément fermement les affirmations du gouvernement du Myanmar selon lesquelles l'Organisation a basé sa

recherche sur des informations fournies par « un groupe armé terroriste », à savoir l'All Burma Students' Democratic Front (ABSDF, Front démocratique des étudiants de Birmanie), groupe armé d'opposition.

Amnesty International a pour politique de ne pas utiliser d'informations provenant de tels groupes. L'Organisation a pour principe de protéger ses sources en ne les nommant pas, mais elle est en mesure de confirmer que tous les renseignements concernant cette affaire ont été fournis par des sources ayant des contacts à l'intérieur du Myanmar.

Amnesty International observe qu'en réponse au communiqué de presse qu'elle a publié hier et dans lequel elle réclamait la libération de Thaint Wunna Khin et des 18 autres personnes, le gouvernement du Myanmar a nié qu'elles soient détenues tout en reconnaissant en même temps que « des personnes avaient été convoquées aux fins d'interrogatoire à Bago [Pegu] ... »

Le gouvernement a également nié que des tracts appelant à une manifestation pacifique pour commémorer l'assassinat du héros de l'indépendance, le général Aung San, aient été distribués à Pegu. L'Organisation a obtenu le nom de 32 endroits dans la ville où ces tracts avaient été diffusés. Ils appelaient à une manifestation pacifique et à l'ouverture d'un dialogue tripartite entre le *State Peace and Development Council* (SPDC, Conseil national pour la paix et le développement), gouvernement militaire du Myanmar, les minorités ethniques et la *National League for Democracy* (NLD, Ligue nationale pour la démocratie), parti d'opposition dirigé par Daw Aung San Suu Kyi.

Le contexte

Thain Wunna Khin fait partie d'un groupe de 19 personnes arrêtées entre le 19 et le 24 juillet à Pegu dans le centre du Myanmar. Toutes auraient été incarcérées dans le cadre de la préparation d'une manifestation prévue le 19 juillet pour commémorer le 52^e anniversaire

de l'assassinat du général Aung San. Celui-ci, qui avait lutté contre les Britanniques pour l'indépendance, était le père de Daw Aung San Suu Kyi, dirigeante de la NLD •

Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec le Service de presse d'Amnesty International à Londres en téléphonant au 44 171 413 5566 ou visiter notre site Internet <http://www.amnesty.org>

Amnesty International

BULLETIN D'INFORMATIONS 144/99
29 juillet 1999

page 3

La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule
la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones
d'Amnesty International - EFAI -